

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

N° 20250918-DEC-DAEN1034 DU **23 OCT. 2025**

PORTANT DIMINUTION DE LA CAPACITÉ MAXIMALE ANNUELLE DE STOCKAGE DE
DÉCHETS NON DANGEREUX NON INERTES DANS L'INSTALLATION DE STOCKAGE
DE DÉCHETS NON DANGEREUX DE L'ÉTABLISSEMENT SITUÉ 345 CHEMIN DES
BOUZARUDES À DONZERE, EXPLOITÉ PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE EST

La préfète de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 541-25-1, L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, notamment son article 75 modifiant l'article 266 nonies du Code des douanes ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône ;
- VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Madame Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme, sous-préfet de Valence ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 autorisant la société SITA CENTRE EST, dont le siège social est situé Gerland Plaza, Bâtiment A, 19 rue Pierre-Gilles de GENNES, 69 007 LYON, à exploiter sur le territoire de la commune de DONZERE, 345 chemin des Bouzarudes, un établissement d'une surface globale de 478 850 m², constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, ainsi qu'une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de traitement de déchets non dangereux ;
- VU** la lettre de déclaration de changement de dénomination sociale de la société SITA CENTRE EST adressée le 2 août 2016 à Monsieur le Préfet de la Drôme, sa nouvelle dénomination sociale étant la société SUEZ RV Centre Est, dont l'adresse du siège social est Universaone, 18 rue Félix Mangini, 69 009 LYON ;

- VU** la demande du président du Conseil régional de la région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 30 juin 2025 en application de l'article L. 541-25-1 du Code de l'environnement concernant l'ISDND exploitée par la société SUEZ RV Centre Est sur la commune de DONZERE, 345 chemin des Bouzarudes ;
- VU** le rapport du 22 septembre 2025 de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 24 septembre 2025 ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 10 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 541-1 du Code de l'environnement fixe, notamment, l'objectif de réduire de 50 % en 2025 les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage par rapport à 2010, et impose la hiérarchie des modes de traitement, ainsi que les objectifs de proximité et d'autosuffisance de traitement, lesquels structurent l'organisation territoriale de l'élimination des déchets ;

CONSIDÉRANT que le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020, intègre le plan régional de prévention et de gestion des déchets et fixe, à compter de 2025, un plafond régional d'enfouissement de 1,1 million de tonnes/an ainsi que des plafonds prescriptifs par département, le plafond applicable au département de la Drôme étant de 300 000 t/an pour la capacité cumulée des ISDND ;

CONSIDÉRANT qu'au 1^{er} janvier 2025, la somme des capacités annuelles autorisées des ISDND en Auvergne-Rhône-Alpes atteignait 1 447 500 t/an, excédant le plafond régional de 1,1 Mt/an, ce qui impose un rééquilibrage capacitaire afin de garantir la conformité aux objectifs susmentionnés ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 541-25-1, II du Code de l'environnement permet à l'autorité administrative, à la demande du président du conseil régional, de réviser la capacité annuelle de stockage d'ISDND pour améliorer la prise en compte des objectifs de proximité et d'autosuffisance, la révision prenant effet au plus tôt trois ans après notification à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que, par courriers du 30 juin 2025, le président du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes a saisi les préfets compétents, dont le préfet de la Drôme, afin qu'il soit procédé à la révision des capacités annuelles autorisées des ISDND, selon une démarche coordonnée à l'échelle régionale ;

CONSIDÉRANT que la révision porte sur toutes les ISDND du département de la Drôme, à savoir :

- l'ISDND exploitée par SUEZ RV Centre-Est à Donzère (capacité autorisée au 01/01/2025 : 150 000 t/an en moyenne et 200 000 t/an au maximum)
- l'ISDND exploitée par COVED à Les Granges Gontardes (capacité autorisée au 01/01/2025 : 60 000 t/an) ;
- l'ISDND exploitée par ONYX (filiale de Veolia) à Chatuzange-le-Goubet (capacité autorisée au 01/01/2025 : 90 000 t/an) ;

le total départemental s'élevant ainsi à 300 000 t/an en prenant en compte la capacité moyenne autorisée pour l'ISDND exploitée par SUEZ RV Centre Est ;

CONSIDÉRANT que l'installation exploitée par la société COVED aux Granges Gontardes, a une capacité annuelle réduite au 1^{er} janvier 2025 à 60 000 tonnes, alors que l'installation à Roussas à laquelle elle succède avait une capacité annuelle s'élevant à 100 000 tonnes, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 1^{er} décembre 2020 ayant intégré l'objectif fixé par le PRPGD pour la Drôme de 300 000 tonnes au 1^{er} janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que des révisions similaires, utilisant les mêmes critères, sont engagées dans les autres départements de la région, notamment en Isère, où il est envisagé de fermer l'ISDND de Cessieu et d'ajuster les capacités des autres sites afin de respecter le plafond départemental, dans un délai inférieur à un an, assurant ainsi la cohérence et l'égalité de traitement à l'échelle régionale ;

CONSIDÉRANT que la détermination des capacités révisées par installation est fondée sur les critères légaux suivants :

- (a) la nature des déchets admis (déchets ménagers et assimilés / déchets d'activités économiques) ;
- (b) pour les capacités dédiées aux déchets ménagers et assimilés, le nombre d'habitants et la typologie d'habitat des bassins de vie concernés, en tenant compte des variations saisonnières et de la présence d'autres installations de traitement (élimination ou incinération avec valorisation énergétique) susceptibles d'accueillir ces déchets ;
- (c) pour les capacités dédiées aux déchets d'activités économiques, le niveau d'activité économique des bassins de vie concernés, en tenant compte de la présence d'autres installations de traitement ;

CONSIDÉRANT à cet égard :

- que le bassin de vie Nord Drôme-Ardèche, plus densément peuplé et plus industrialisé autour de Valence et Romans, ne dispose que de l'ISDND de Chatuzange-le-Goubet pour l'élimination locale des déchets ultimes, justifiant l'augmentation de sa capacité au regard des besoins et du principe de proximité ;
- que le bassin de vie Sud Drôme-Ardèche, davantage rural, dispose de deux ISDND de proximité (Donzère et Roussas), permettant une réduction de la capacité de Donzère sans compromettre la satisfaction des besoins du territoire ;
- que la fermeture envisagée de l'ISDND de Cessieu (Isère) implique un redéploiement maîtrisé d'une partie des flux vers la zone de chalandise la plus proche, notamment Chatuzange-le-Goubet, afin d'assurer l'autosuffisance et d'éviter des transports sur de longues distances ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de ces éléments, l'ajustement des capacités des ISDND de la Drôme, avec 100 000 t/an pour Donzère (SUEZ), 60 000 t/an pour Les-Granges-Gontardes (COVED) et 140 000 t/an pour Chatuzange-le-Goubet (ONYX), permet de respecter le plafond départemental de 300 000 t/an fixé par le SRADDET tout en améliorant la prise en compte des objectifs de proximité et d'autosuffisance visés par l'article L. 541-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la présente révision de capacité répond à un motif d'intérêt général de protection de l'environnement, en évitant le surdimensionnement des capacités d'enfouissement, en prévenant le recours à la mise en décharge de déchets valorisables et en assurant une répartition équilibrée des capacités au sein du département et de la région, conformément aux objectifs du SRADDET ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a été mis à même de présenter ses observations dans le cadre de la procédure contradictoire préalable (courrier en date du 10 octobre 2025) ;

CONSIDÉRANT que la modification ainsi décidée ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et peut, en conséquence, être prescrite par arrêté complémentaire en application de l'article R. 181-45 du même code ;

CONSIDÉRANT enfin qu'en application de l'article L. 541-25-1, II, la révision de capacité ne peut prendre effet qu'au plus tôt trois ans après la notification de la décision à l'exploitant, délai nécessaire pour permettre l'adaptation progressive des installations et des flux de déchets ; »

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1er

Les prescriptions du présent article sont applicables à partir du 1^{er} janvier 2029.

Article 1.1

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2024 susvisé, est remplacé par celui figurant en annexe au présent arrêté.

Article 1.2

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé, modifié en dernier lieu par l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 sus-visé, est supprimé.

Article 1.3

L'avant-dernier paragraphe de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé, intitulé « Casiers de stockage de déchets non dangereux » est ainsi modifié :

« Casiers de stockage de déchets non dangereux non inertes :

Capacité globale : 3 152 590 tonnes ou 3 152 590 m³ (densité prise égale à 1), au 1^{er} octobre 2012

Capacité de stockage maximale annuelle : 100 000 tonnes

Le volume global est réparti ainsi : 667 590 m³, pour DONZERE 2 ;
1 435 000 m³ pour extension Nord DONZERE 2 ;
1 050 000 m³, pour DONZERE 3. »

Article 2 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de DONZERE et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de la commune de DONZERE fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution – Notification

Le Secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et la maire de DONZERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **23 OCT. 2025**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

ANNEXE

Rubrique	AD NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2510-3	A	<p>Carrière (exploitation de)</p> <p>3. Affouillements du sol, lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes.</p>	<p><u>Extension projetée au Nord de DONZERE 2 :</u></p> <p>Casiers n°10 à 13 : 1 246 350 m³</p> <p><u>Casier pour stockage déchets d'amiante lié à des matériaux inertes :</u></p> <p>20 000 m³</p> <p><u>Site DONZERE 3 :</u></p> <p>Phase 1 : 690 000 m³ Phase 2 : 360 000 m³</p> <p><u>TOTAL : 2 316 350 m³</u></p>
2517-1	E	<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>1. supérieure à 10 000 m²</p>	<p>Superficie maximale de stockage sur le site de <u>50 000 m²</u></p>
2714-1	E	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³.</p>	<p>Volume maximum susceptible d'être présent dans l'installation :</p> <p><u>Stock amont :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - papiers/cartons/plastiques : 750 m³ - invendus de presse : 180 m³ - multimatériaux : 180 m³ - corps creux plastiques : 180 m³ - DAEND potentiellement valorisables : 750 m³ - bois brut (en extérieur) : 2 000 m³ - bois broyé (en extérieur) : 1 000 m³ <p><u>Stock aval :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - balles de papiers (en intérieur) : 180 m³ - balles papiers/cartons/plastiques/emballages (en extérieur) : 810 m³ <p><u>TOTAL : 6 030 m³</u></p>
2716-1	E	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	<p>Volume maximum susceptible d'être présent dans l'installation :</p> <p>Rupture de charge déchets légers (emballages et DAEND en mélange) : 9 000 m³</p> <p><u>Ouverture de balles issues du transport fluvial : 2 500 m³</u></p> <p><u>TOTAL : 11 500 m³</u></p>
2760.2	A	<p>Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 :</p> <p>2. Installation de stockage de déchets</p>	<p><u>Stockage de déchets non dangereux non inertes :</u></p> <p>Site DONZERE 2 :</p>

		non dangereux	<p><u>667 590 m³</u></p> <p>Extension projetée au Nord de DONZERE 2 : <u>1 435 000 m³</u></p> <p>Site DONZERE 3 : <u>1 050 000 m³</u></p> <p><u>TOTAL : 3 152 590 m³</u></p> <p><u>Stockage de déchets dangereux :</u></p> <p>Casier de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : <u>25 000 m³</u></p> <p><u>Capacité maximale annuelle de stockage :</u></p> <p><u>Déchets non dangereux non inertes :</u> <u>100 000 tonnes</u></p> <p><u>Déchets dangereux :</u> <u>1200 tonnes</u></p>
2791-1	A	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/jour.</p>	<p>Broyage de déchets de bois pour une capacité maximale de 40 tonnes/jour.</p> <p>Broyage de papiers pour une capacité maximale de 30 tonnes/jour.</p> <p><u>TOTAL : 70 tonnes/jour.</u></p>
2713-1	E	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m².</p>	<p>Plate-forme de tri et de transit de métaux pour une surface de <u>1 430 m²</u>.</p>
2515-1.c	D	<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant :</p> <p>c) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p>	<p>Présence d'un crible d'une puissance inférieure à 200 kW pour les matériaux inertes.</p>
2921-b)	DC	<p>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale est inférieure à 3 000 kW</p>	<p>Une tour aéroréfrigérante.</p>

4130-2-b	D	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>Stockage d'acide nitrique à 53 %, inférieur à 2 tonnes.</p>
4734	NC	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés, inférieure à 50 tonnes.</p> <p>2. Pour les autres stockages, inférieure à 50 tonnes.</p>	<p>Cuve de GNR double enveloppe avec système de détection de fuite, d'une capacité de 30 m³, soit 24,9 tonnes.</p> <p>Cuve mobile de GNR de 3 m³, soit 2,5 tonnes.</p> <p>Réservoir d'essence de 0,01 m³, soit 0,007 tonnes.</p> <p>Soit un total de <u>2,507 tonnes</u>.</p>
1434	NC	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant inférieur à 5 m³/h.</p>	<p><u>3 m³/h</u> (débit de remplissage de la cuve mobile à partir de la cuve fixe).</p>
1435	NC	<p>Stations-service : Installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total.</p>	<p><u>45 m³ de GNR</u> distribués à partir de la cuve fixe.</p>
2516	NC	<p>Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés</p>	<p>Plâtre : Volume maximal stocké : 150 m³</p>

		ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents. La capacité de transit étant inférieure à 5 000 m ³ .	
2930	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m ² .	Surface de 226 m ²
3540-1 (*)	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3, d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.	Capacité totale : <u>3 152 590 tonnes</u> (avec une densité de 1).

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 20250918-DE-DRENA034
du 23 OCT. 2025



La Préfète

Pour la Préfète, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU
Cyril MOREAU

